

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille  
à l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. CCIX.

---

*Du Mardi 9 Février 1790.*

*Suite de la séance de Dimanche.*

**E**NFIN l'on s'est occupé de l'agriculture & du commerce ; sources uniques des subsistances & bases de la prospérité réelle des empires.

M. de la Merville, membre du comité d'agriculture & du commerce, après avoir annoncé un rapport sur les subsistances des colonies, un second sur la compagnie des Indes, a dit, que le comité rassembloit les matériaux d'un code rural, & des loix générales, protectrices de l'industrie & du commerce. » Ce code désiré fera d'autant plus succinct, a-t-il dit, que par la simplicité dans l'assiette des subsides, la clarté dans la perception, l'extinction de la gabelle, & l'abaissement des barrières de toute espèce, vous aurez rempli les desirs de toutes les provinces, centuplé leurs forces par leur union, & formé, pour ainsi dire, un faisceau invincible de tous les départemens de la France. »

Le rapporteur a présenté ensuite le précis des mémoires remis au comité, concernant les dessèchemens des marais, par MM. Boncerf, Lefebvre, Langlois, & par la société royale de médecine, qui, veillant par principe & par devoir à la préservation des maladies des hommes & des

*Tome VI.*

E e



animaux , a communiqué au comité ses idées patriotiques sur les avantages du dessèchement.

Venant ensuite à l'avis du comité sur ces mémoires, M. de la Merville a dit: « Il nous a paru incontestable que les dessèchemens des marais sont les plus importants des améliorations , & que notre industrie doit placer sa gloire , & la nation ses devoirs à triompher de ces erreurs de la nature... Les propriétés, comme les citoyens , sont sous la sauvegarde & la protection de la force publique, mais tout ce qui arrête les progrès de cette force , est une obstruction dans la société , & c'est au législateur à le détruire... Le respect de la loi pour les propriétés , doit être inviolable , mais éclairé . . . . . Ce n'est qu'avec une extrême précaution que le législateur doit tracer la ligne de démarcation entre le droit inviolable de la propriété , & le droit de la souveraineté de la nation. Le comité a pensé que l'assemblée nationale adopteroit le principe de se borner d'abord à encourager les dessèchemens , à ne les ordonner ensuite qu'avec ménagement , & à attendre beaucoup plus du patriotisme , de l'intérêt personnel & de la liberté toute puissante , que des loix mêmes. M. de la Merville a parcouru ensuite les loix anciennes sur les dessèchemens , loix qui ont été sans effet utile. L'édit de 1664 , & les déclarations postérieures sont les seules qui ont produit quelque avantage , parce qu'elles ont encouragé le travail sans gêner la liberté ; il s'est élevé avec force contre les compagnies & les privilèges exclusifs. » S'il se forme des associations , ce qui est à désirer pour l'augmentation des moyens , vous voudrez , disoit-il , que ce soit seulement avec la protection de la loi & non avec sa préférence ; vous penserez qu'il est dans la nature de la constitution que vous formez , que les dessèchemens soient publics & mis au rabais par des assemblées des départemens , & que l'adjudication en soit accordée , ou à la société , ou au particulier qui s'engagera de les exécuter aux conditions les moins onéreuses au propriétaire & les plus avantageuses



à la nation ; tous les autres moyens nous ont paru défectueux , parce que tout en ce genre est soumis aux localités. »

Le rapporteur a présenté ensuite le projet d'une caisse patriotique toujours ouverte , comme en Angleterre , aux améliorations de l'agriculture. « Législateurs éclairés , s'écrioit-il , vous qui reconnoissez que les premiers droits sont dans le peuple entier , & la vraie force dans la population , vous appercevrez à quel point de prospérité une pareille caisse de secours pourroit porter l'agriculture & le commerce ; c'est par ces deux moyens que la France acquerra cette puissance inconnue , qu'il seroit téméraire de borner même dans la spéculation. C'est en considérant les français comme un peuple agricole , que vous deviendrez le premier peuple de l'univers. La révolution qui s'achève , doit affermir la France dans le rang qui lui appartient parmi les grands peuples du monde ; & cette ambition ne sera pas trompée , si l'assemblée nationale ne perd jamais de vue toute l'étendue de la protection , de la considération , de la liberté qu'elle doit assurer aux cultivateurs. Leurs droits sont fondés sur leurs services ; c'est du sillon que trace la charrue , que sort la subsistance du peuple ; c'est dans le sillon que renaît le subside , & que reposera votre constitution. »

Ce morceau a été très-applaudi , & annonce l'esprit de l'assemblée sur les encouragemens qu'elle donnera à l'agriculture.

Quant aux défrichemens des landes & des forêts dévastées , le comité renvoie cet article à la surveillance des départemens ; des montagnes , dont la culture a mis le roc à nud , ont prouvé que les défrichemens de tous les terrains n'étoient pas utiles ; enfin le comité a pensé que le dessèchement des marais étoit un des moyens qui pouvoient remplir les vues bienfaisantes de la commune de Paris , envers la classe nombreuse des hommes qui unissent les besoins , les forces & la bonne volonté , &



que sous plusieurs rapports cette demande amèneroit le moment propice de proposer le projet suivant de décret sur les dessèchemens des marais de la France.

« L'assemblée nationale, considérant qu'un de ses premiers devoirs est de veiller à la conservation des citoyens, à l'accroissement de la population ; & à tout ce qui peut contribuer à l'augmentation des subsistances , qu'on ne peut attendre que de la prospérité de l'agriculture , du commerce & des arts utiles, soutiens des empires ; considérant que le moyen de donner à la force publique tout le développement qu'elle peut acquérir , est de mettre en culture toute l'étendue du territoire ; considérant qu'il est de la nature du pacte social , que le droit sacré de propriété particulière , protégé par les loix , soit subordonné à l'intérêt général , considérant enfin qu'il résulte de ces principes éternels que les marais , soit comme nuisibles , soit comme incultes , doivent fixer toute l'attention du corps législatif , a décrété ce qui suit :

#### A R T. P R E M I E R.

» Chaque assemblée de département s'occupera des moyens de faire dessécher les marais & les terres inondées de son territoire , en commençant , autant qu'il sera possible , ces améliorations par les marais les plus nuisibles à la santé , & qui pourroient devenir les plus propres à l'accroissement des subsistances ; & chaque assemblée de département indiquera le meilleur plan , & emploiera les moyens les plus avantageux aux communautés , pour parvenir au dessèchement de leurs marais.

#### A R T. I I.

Les municipalités enverront , sous trois mois , à l'assemblée de leur district , un état raisonné des marais ou terres inondées de leur canton , & l'assemblée de district sera tenue d'en instruire , deux mois après , l'assemblée de département : cet état contiendra les noms des propriétaires de ces marais , l'étendue de ces terrains , le préjudice qu'ils portent au pays , les avantages qu'ils pourroient en retirer &

les causes présumées du séjour des eaux, les moyens d'effectuer le dessèchement & l'aperçu des dépenses qu'il entraînera.

#### A R T. I I I.

» Les assemblées de département communiqueront à toutes personnes qui voudront en prendre connoissance, les mémoires qui leur auront été adressés sur cet objet ; elles feront vérifier sur le lieu, de la manière qui leur conviendra, la nature des marais dont le dessèchement leur sera indiqué, & les observations des mémoires qui le concerneront ; le procès-verbal en sera rendu public par la voie de l'impression, & envoyé à toutes les municipalités, & le rapport de tous les mémoires, ainsi que du procès-verbal de vérification, sera fait à la plus prochaine assemblée du département.

#### A R T. I V.

» Lorsqu'une assemblée de département aura déterminé de faire exécuter le dessèchement d'un marais, le propriétaire de ce marais sera requis de déclarer dans l'espace de six mois, s'il veut le faire dessécher lui-même, le temps qu'il demande pour l'opérer, & les secours dont il a besoin pour cette entreprise ; l'assemblée de département pourra, suivant les circonstances, accorder un délai au propriétaire, & dans tous les cas, elle lui fera connoître si elle peut lui procurer les secours qu'il réclame.

#### A R T. V.

» Si les propriétaires renoncent à faire eux-mêmes le dessèchement de leurs marais, ou s'ils ne remplissent pas l'engagement qu'ils auront contracté de les faire dessécher aux termes convenus, l'assemblée de département aura le droit de faire exécuter le dessèchement, en payant aux propriétaires la valeur actuelle du sol du marais à leur choix, soit en argent, soit en partie du terrain desséché, le tout à dire d'experts, dont un sera nommé par le propriétaire.



## A R T. V I.

» Quand l'assemblée de département sera forcée de se charger du dessèchement d'un marais, elle fera procéder trois fois, de quinze jours en quinze jours, à l'adjudication au rabais du dessèchement dudit marais; cette adjudication sera annoncée dans toutes les municipalités par des affiches explicatives des diverses conditions proposées par les entrepreneurs.

Les adjudications seront indiquées & ouvertes au chef-lieu du district, à ce autorisé par l'assemblée du département, en présence des membres du district assemblée, & d'un officier municipal du lieu où sera situé le marais; à la troisième séance, le dessèchement du marais sera adjugé définitivement au particulier ou à la société qui conviendra de s'en charger, à la condition la plus avantageuse au département, soit par argent, soit plutôt par abandon d'une partie du marais à dessécher: l'entrepreneur, quel qu'il soit, s'obligera d'indemniser d'avance, à dire d'experts, les propriétaires riverains pour les divers dommages qu'ils éprouveront; & il donnera une caution solvable, dont la décharge n'aura lieu qu'après le ressulement total du marais. L'assemblée de département donnera toutefois à l'entrepreneur, les facilités que les circonstances & les localités permettront.

## A R T. V I I.

Si, par le marché fait avec l'entrepreneur du dessèchement d'un marais, il restoit au domaine public une partie du terrain desséché, l'assemblée de département vendroit incessamment cette partie de terrain, en la divisant, autant qu'il seroit possible, par petites propriétés.

## A R T. V I I I.

Les assemblées de département sont autorisées à vendre, quand elles en auront les moyens, les parties de marais desséchés, devenues domaine public, à des ouvriers, ayant force de les défricher eux-mêmes; la forme de la vente sera une redevance amortissable par huitièmes de la tota

lié du prix du terrain. Les assemblées de département sont autorisées enfin à n'imposer à ces ouvriers entrepreneurs, que telle condition paternelle qu'elles jugeront à propos.

#### A R T. I X.

Si un marais est indivis, les propriétaires à qui il appartient en partie, pourra en entreprendre le dessèchement entier, en cas de refus des autres propriétaires d'y coopérer; mais il leur remboursera, à leur choix, leur portion, suivant la valeur actuelle du sol dudit marais, soit en une partie du terrain desséché; le tout, à dire d'experts nommés en égal nombre par les parties.

#### A R T. X.

Les propriétaires des terrains desséchés & des terres défrichées, sur la foi de l'édit de 1764, ou d'après tous les arrêts du conseil précédens ou postérieurs, continueront de jouir des avantages qui leur ont été accordés. A l'égard des dessèchemens entrepris à l'avenir, lorsqu'ils auront été faits par le propriétaire, les terrains seront exempts pendant vingt années de toutes impositions, autres que celles qu'ils supportoient avant le dessèchement, il en sera de même pour la partie du marais qui, après le dessèchement, restera à tout entrepreneur considéré dès-lors comme vrai propriétaire; mais pour les parties de terrain que les conditions de l'adjudication du dessèchement porteront dans le domaine public, la durée des franchises territoriales sera subordonnée aux localités & aux conventions de la vente arrêtées entre les départemens & les acquéreurs.

#### A R T. X I.

Dans le cas où les propriétaires riverains des marais qu'on desséchera, élèveront quelques difficultés pour le cours des eaux ou pour des dédommagemens, il en sera référé à l'assemblée du département qui, d'après le rapport des personnes qu'elle commettra à la vérification des faits, & d'après l'avis du district & des municipalités des lieux, prononcera par voie de conciliation sur les indem-



nités demandées, & sur toutes les réclamations imprévues, sauf aux propriétaires à se pourvoir devant le tribunal du lieu, s'ils ne sont pas satisfaits de l'arbitrage.

#### A R T. X I I.

Les assemblées de district & les municipalités seront tenues de prendre connoissance & de rendre compte à l'assemblée de leur département, des concessions de marais faites dans leur canton par nos rois, par les provinces ou par les communautés d'habitans, à la charge de les dessécher. Dans la supposition où le dessèchement n'auroit pas été effectué, au moins à moitié, les anciens propriétaires rentreront dans lesdits marais; & dans le cas où le dessèchement auroit été troublé par les contestations des propriétaires riverains, ou par quelques autres causes semblables, les concessionnaires seront obligés de poursuivre sans délai la levée des empêchemens, de continuer ensuite le dessèchement, & d'y travailler sans relâche, jusqu'au parfait ressulement du marais, sous peine de perdre définitivement lesdites concessions.

#### *Séance d'hier.*

Après la lecture des procès-verbaux, M. le président a lu une lettre par laquelle M. Bailly annonce que la commune de Paris a arrêté de faire chanter, dimanche prochain, 14, un *Te Deum* en l'église de Notre-Dame; qu'elle a pensé que la présence des députés à l'Assemblée Nationale donneroit à cette cérémonie un caractère véritablement imposant, & que pour les inviter à lui faire l'honneur de s'y trouver, elle a arrêté d'envoyer à l'assemblée une députation dans une des séances du soir.

La religion doit naturellement consacrer le triomphe de la liberté, quoiqu'elle ait été si souvent employée à servir les chaînes du despotisme. L'invitation de la commune a été reçue avec satisfaction, & il a été décidé que la députation seroit admise à la séance de ce soir, & que tous les membres se rendroient à Notre-Dame.

M. Goffin a commencé ses rapports par la fixation des



limites des districts de l'Artois. Voici le décret qui a été rendu :

» L'Assemblée Nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, que les limites convenues par les députés de l'Artois, pour les districts de ce département, subsisteront telles qu'elles ont été arrêtées.

M. Gossin a fait ensuite le rapport de la division du département du Béarn, en six districts.

M. Laborde, député de Soule, a parlé de la différence des mœurs & du langage qui faisoit désirer à cette province de s'unir seulement au Labour & à la Navarre. Il a proposé de réunir la Chalosse au Béarn pour en faire un département, de manière que les trois autres pays forment un autre département avec une représentation & une administration proportionnelle à leur étendue & à leur population.

Dans le cas où l'assemblée n'adoptât pas ce parti, M. Laborde a demandé que tous les districts du département fussent aussi égaux qu'il seroit possible, & que le chef-lieu du département fût la ville de Mauleon en Soule.

M. Duhart a soutenu la même opinion, & M. Darnaudat a opposé à M. Laborde qu'il avoit fixé la limitation des limites; qu'il a cherché même à aggrandir le ressort de son district, au moyen de quelque communauté du Béarn; & que d'ailleurs une partie de la Navarre avoit adhéré aux décrets de l'assemblée.

Quant à l'incompatibilité des habitans de Soule avec les Béarnois, l'assemblée peut être tranquille, a-t-il ajouté; il en fera des commettans comme il en a été des députés.

M. Basquiat & un autre député de S. Sever, ont réclamé le tribunal de district en faveur de la ville de Bayonne, qui par ses établissemens, sa population & son commerce, ne devoit pas être oubliée; mais M. Garat aîné soutenant qu'Ustaritz étoit la capitale du Labour, a dit que ses habitans ne pourroient aller à Bayonne que par des chemins



très-difficiles & très-escarpés. La question préalable a été réclamée & adoptée sur tous les amendemens.

L'avis du comité a été ensuite mis aux voix & décrété ainsi :

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, 10. que le département de Béarn est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont, Pau, Orthez, Oleron, Mauléon, S. Palais & Ustaritz ;

2°. Que ces districts auront provisoirement seulement pour limites celles propres aux provinces du Béarn, de Soule, Navarre & Labour ;

3°. Que le département de Béarn présentera à la prochaine législature une division de son territoire en six districts, pour être décrétée par la première législature.

4°. Que les députés présenteront incessamment leur vœu sur le chef-lieu du département du Béarn.

M. Gossin a rapporté ensuite les difficultés élevées par la ville de Morlaax, sur la division des districts.

Un député de cette ville réclamoit un district en sa faveur, en disant qu'elle est la capitale du Béarn, & l'ancienne demeure de ses souverains, & le siège d'une sénéchaussée composée de 184 communes & de 5 villes ; qu'elle a joui jusqu'à ce moment d'une prééminence honorable, qui consiste en ce que le maire de cette ville avoit le droit de présider, aux états de Béarn, la chambre des communes ; il opposoit aussi des décrets, qui ont ordonné le partage des établissemens dans les différentes villes ; enfin il rappelloit les bontés paternelles d'Henri IV, qui a maintenu cette ville dans la possession de son tribunal. Malgré tous ces titres, le comité a trouvé difficile d'établir un comité à Morlaax ; mais il a cru juste qu'elle obtint quel qu'un des avantages du département & du district de Pau. Voici le second décret qui a été rendu :

» L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, que les villes de Pau, Orthez & Oleron sont les chefs-lieux de leur district, sauf à prendre en considération la demande de la ville de Morlaax, quand l'assemblée aura établi l'ordre judiciaire ».



Après que M. de Cernon a présenté la division du département de l'Agenois, un député de cette sénéchaussée a demandé le chef-lieu du département à Agen, ville plus centrale que les autres. Il a ajouté que Nérac & Casteljaloux ne pouvoient prétendre à l'alternat, se trouvant situées au-delà de la Garonne, & sur les frontières du département.

D'autres députés ont été entendus. M. de Fumel n'a parlé que sur les districts, & s'est opposé à ce qu'il y en eût plus de quatre. On a encore proposé la question préalable sur tous les amendemens; elle a été admise, & l'avis du comité décrété ainsi :

» L'assemblée nationale décrète que la première session de l'assemblée de département se tiendra à Agen, & qu'ensuite on alternera dans les villes qui en seront susceptibles, laissant néanmoins à la majorité des électeurs la liberté de fixer le chef-lieu.

» Que ce département est divisé en 9 districts, dont les chefs-lieux sont Agen, Nérac, Casteljaloux, Tonneins, Marmande, Villeneuve, Valance, Montflanquin, Lauzun.

» Accorde à la ville d'Auvillars, la faculté d'opter le département auquel elle desirera être unie. »

M. l'abbé Gouttes a fait un rapport du comité des finances concernant la municipalité de Rouen; il a proposé un décret qui a été adopté, & que nous donnerons incessamment.

On a repris la discussion de la motion de M. Loys, qui excluait les condamnés de l'exercice des droits de citoyen actif.

M. Moreau insistoit pour que cette motion fût décrétée, & M. Garat l'aîné ne faisoit aucune distinction entre les différens genres de décret.

« Le droit de citoyen actif est trop précieux, disoit-il, pour qu'il soit exercé par un homme frappé d'un décret de justice, & sans doute vous conserverez cette gradation de décrets consacrée par nos ordonnances. »



MM. Desmeuniers & Péthion ont réfuté cette doctrine :  
 « Le citoyen flétri par un jugement définitif, disoit-il ,  
 exerçoit de pareils droits , mais les décrets ne sont que  
 jugemens préparatoires prononcés sur de simples présomp-  
 tions ; quant à l'ajournement personnel , c'est de tous le  
 plus injuste , puisqu'il frappe inégalement les citoyens , en  
 privant des fonctions publiques ceux qui en sont revêtus ;  
 & en ne produisant aucun effet sur les autres. Si votre  
 décret regarde le temps actuel , il est inutile de délibérer ;  
 s'il regarde le temps à venir , il faut ajourner la ques-  
 tion jusqu'au moment où les loix criminelles seront  
 changées. »

M. Target , appuyant la demande de l'ajournement , a  
 proposé de renvoyer au comité de constitution ; lorsque  
 M. Goupilleau a insisté pour que les membres de l'as-  
 semblée qui n'avoient pas prêté le serment civique , fus-  
 sent tenus d'y satisfaire ou de ne point voter. Il s'est  
 élevé alors une discussion assez vive sur le sens que MM. de  
 Bonville , Challouet & le vicomte de Mirabeau donnoient  
 à ce serment. Comme ces détails ont trait à un article  
 important de la constitution , nous en rendrons compte  
 dans le numéro prochain.

M. Merlin a terminé la séance par un rapport très-in-  
 téressant sur les droits féodaux abolis sans indemnité , &  
 sur ceux qui sont rachetables. Nous le ferons connoître  
 incessamment ainsi que le décret qu'il a proposé. La ligne  
 de démarcation entre ces deux espèces de droit paroïssoit  
 difficile avant d'avoir entendu le rapport du comité féodal.  
 On a applaudi de toutes les parties de la salle aux articles  
 III & IV du titre III , relatifs au paiement des droits  
 féodaux , dès qu'ils auront été réglés , & à la conservation  
 des droits des propriétaires , dont les titres auroient été  
 pillés ou brûlés dans les derniers troubles.

N. B. MM. les Souscripteurs , dont l'abonnement finit  
 au deux cent dixième numéro , sont priés de renou-  
 veller , afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans  
 l'envoi de leurs numéros.